

L'INTERVIEW

Terres agricoles en sursis

Stéphane Tonnelat

Ethnographe (1) chargé de recherche au CNRS, Stéphane Tonnelat raconte dans un livre (2) l'histoire d'une lutte pour sauver les terres agricoles du triangle de Gonesse, au nord de Paris. Il nous partage les enjeux et les coulisses de ce combat toujours d'actualité.

Pouvez-vous nous rappeler ce qu'est le triangle de Gonesse et les enjeux qui l'entourent ?

Le triangle de Gonesse, c'était 1 000 ha de terres agricoles situées sur la commune de Gonesse, dans le Val-d'Oise, entre les aéroports de Roissy et du Bourget. Cette zone, exempte de constructions à cause de l'exposition au bruit des avions, est grignotée petit à petit par l'artificialisation. Aujourd'hui, il reste 670 ha non urbanisés, des terres de très bonne qualité qui permettent de produire 120 q/ha de maïs et 90 q/ha de blé sans irrigation.

Fin 2010, le projet EuropaCity, un mégacentre commercial et de loisirs du groupe Auchan de 80 ha, sur une emprise totale de 280 ha avec la zone d'aménagement, commence à faire parler de lui. Mais ce projet, porté par les élus du Val-d'Oise et les aménageurs, fait face au Collectif pour le triangle de Gonesse (CPTG), créé en mars 2011 par une vingtaine de militants. En 2016, la lutte prend une ampleur régionale, puis nationale avec la médiatisation de l'enquête publique. Après des années de mobilisation, le projet d'EuropaCity est abandonné en novembre 2019 par le gouvernement.

Après cinq ans en immersion dans ce collectif pour vos travaux de recherche, quels sont les points forts de cette mobilisation ?

Dans le CPTG, j'ai vu une mobilisation citoyenne menée par peu de personnes, une vingtaine, très efficaces, qui ont su fédérer une dynamique très large. Ils ont transformé un enjeu local en une opinion publique grâce à une détermination à toute épreuve et à une bonne stratégie basée sur l'enquête. Afin de maîtriser le dossier, d'être crédibles et légitimes, et d'avoir des arguments solides, ils ont mené



Patrice Normand

des enquêtes pour défaire les arguments pro-EuropaCity. Sur le nombre d'emplois annoncé par exemple, ils ont montré que les calculs étaient biaisés, que le projet allait en supprimer sur d'autres zones commerciales à proximité, et que les emplois ne seraient pas locaux. Le CPTG se fonde sur la collecte et le traitement d'informations et sur des faits avec des arguments rationnels pour convaincre que la cause est juste et donner confiance, notamment lors du recrutement de nouveaux militants. Ils montrent ainsi qu'ils sont très mesurés, non violents et plus raisonnables que les aménageurs. Cette intelligence collective a permis, en 2021, de réduire le périmètre d'urbanisation de 280 ha à 120 ha.

Pour autant, il a été difficile de fédérer la douzaine d'agriculteurs concernés. Cela

fait cinquante ans que leurs terres sont menacées, que le foncier est très mouvant et que les baux précaires d'occupation temporaire les empêchent de se projeter au-delà d'un an. Beaucoup ont déjà été en partie expropriés et ont repris d'autres terres dans les départements voisins.

Où en est-on six ans après l'abandon du projet EuropaCity ?

Malgré l'abandon de ce projet, un risque d'urbanisation sur 120 ha perdure, et le gouvernement a maintenu la construction d'une gare en plein champ, pour la ligne 17 du métro qui reliera Paris à Roissy. Les élus estiment que la gare et la création d'une cité scolaire, avec un lycée agricole, séduiront les aménageurs mais, pour l'instant, personne ne veut prendre de risques judiciaires dans ce triangle des Bermudes de l'aménagement. Si le maintien de la gare constitue une défaite pour le CPTG, il a déposé un recours au tribunal en décembre 2025 pour empêcher l'urbanisation autour de celle-ci et pour déplacer la cité scolaire à Villiers-le-Bel, commune voisine. Le recours s'appuie sur l'avis défavorable de la commissaire enquêtrice lié aux nuisances sonores des avions. La lutte continue.

Propos recueillis par Florence Mélix

(1) Chercheur spécialisé dans l'étude des sociétés humaines

(2) *Sauver les terres agricoles*, Éditions du Seuil, collection Écocène